

V. Égalisation des conditions et démocratie

Alexis de Tocqueville (1805-1859)

Alexis de Tocqueville (1805-1859) qui avait été relativement oublié depuis le succès de publication qu'il avait connu de son vivant, est redevenu depuis les travaux de Raymond Aron (*Les étapes de la pensée sociologique*, 1967), l'un des grands sociologues de l'histoire, un fondateur de la sociologie.

Toujours considéré comme un grand penseur, historien, philosophe politique, sociologue et même économiste aux États-Unis, il est le premier à avoir montré que la démocratie n'était pas qu'un régime politique, mais aussi un phénomène social, un processus qui touche la structure sociale.

Ce qu'on résume habituellement par le terme d'« égalisation des conditions » désigne en fait en une mobilité sociale croissante et une réduction des écarts entre catégories sociales extrêmes.

A. L'analyse d'Alexis de Tocqueville.

1. La démocratie comme processus d'égalisation des conditions.

- Égalisation des conditions et démocratie.

Pour Alexis de Tocqueville, si la démocratie est fondée sur l'égalité des libertés politiques, elle se caractérise surtout par la **suppression des distinctions sociales** (appartenance à un ordre ou une classe) et par **l'égalisation des conditions sociales** et même matérielles (même si l'égalité économique est inaccessible). C'est ce que l'on pourrait appeler la « **démocratie sociale** ».

Pour Tocqueville, la démocratie est un phénomène qui ne concerne pas seulement l'organisation politique, mais influence toute la société. C'est un processus qui modifie les valeurs et les normes de la société, les manières de penser et de faire, les relations sociales et jusqu'à la structure sociale.

- La mobilité sociale dans les sociétés démocratiques.

Tocqueville oppose les sociétés aristocratiques dans lesquelles la position sociale est déterminée par les normes sociales et la naissance (sociétés d'ordres fermés), aux sociétés démocratiques dans lesquelles existe une certaine mobilité sociale permettant à chacun d'accéder aux différentes positions sociales indépendamment de sa naissance (sociétés égalitaires et ouvertes).

La démocratie est marquée par l'existence d'une vaste classe moyenne comprise entre les classes supérieures (« riches ») et les classes populaires (« pauvres ») dans laquelle « se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils ».

Au cours de leur vie, les individus peuvent passer d'une classe à l'autre, des classes populaires aux classes moyennes ou supérieures, et inversement.

L'égalisation des conditions a conduit à l'homogénéisation des niveaux de vie et à l'uniformisation des modes de vie. Les classes sociales extrêmes tendent à disparaître au profit d'une vaste classe moyenne.

- L'égalisation des conditions en France.

Dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville explique comment la France est en train de passer d'une société aristocratique à une société démocratique.

Dans les sociétés démocratiques, le pauvre est plus proche du riche que dans les sociétés aristocratiques, car il peut s'imaginer à la place des riches. La position du riche lui est accessible.

Même si l'égalisation des conditions est un processus historique long, qui se mesure en siècles, la démocratie se caractérise par un état d'esprit nouveau : les individus se pensent égaux, refusent les privilèges et ont du mal à accepter les différences durables de situations.

2. Les risques de la démocratie.

a. La montée de l'individualisme.

- L'individualisme démocratique.

Pour Tocqueville, les sociétés démocratiques créent une tendance à l'individualisme qui menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent.

Pour Tocqueville, l'individualisme est un sentiment d'apparition récente (apparu avec la démocratie), différent de l'égoïsme, et qui consiste à se replier sur la sphère privée (famille, amis...), à se retirer des affaires publiques et à s'isoler du reste de la société.

- L'égalisation des conditions et le repli individualiste.

Alors que dans les sociétés aristocratiques, chaque individu est lié aux autres par des liens personnels (d'obligation, d'allégeance, de subordination) comme les maillons d'une même chaîne, dans les sociétés démocratiques, ces rapports personnels tendent à disparaître, isolant ainsi les individus.

Le repli individualiste fait que les citoyens limitent de plus en plus leurs relations sociales à leur entourage immédiat et se désintéressent de la chose publique et du sort de leurs semblables. Ce qui n'est pas sans risque pour la démocratie.

b. La tension entre l'égalité et la liberté et les risques de despotisme démocratique.

- Le dilemme liberté/égalité.

Tocqueville observe que les peuples démocratiques ont une « passion de l'égalité ». La société démocratique est tendue toute entière vers cet objectif de disparition des inégalités.

Et à mesure que disparaissent les inégalités, celles qui demeurent deviennent insupportables.

Toute inégalité résiduelle entraîne un sentiment de frustration (frustration relative) insoutenable pour celui qui la subit (même si sa condition s'améliore).

Le peuple voulant toujours plus d'égalité peut être conduit pour cela à abandonner à l'État une part de sa liberté pour que ce dernier lui assure davantage d'égalité.

Ainsi, la préférence des hommes pour l'égalité risque d'entraîner une restriction des libertés qui peut aboutir à une forme d'asservissement d'un genre nouveau que Tocqueville nomme : le « despotisme démocratique ».

Le despotisme démocratique correspond au développement d'un État centralisé tout-puissant (« absolu ») et bienveillant (« prévoyant et doux ») pour les citoyens qui renoncent à leur liberté pour une plus grande égalité de traitement.

c. Conformisme et tyrannie de la majorité.

- Des croyances à l'opinion publique.

Du fait de limites cognitives (capacités intellectuelles et temps de réflexion sont limités), les individus en sont réduits à tenir pour vrais une foule de faits, de propositions ou d'opinions, sans être capables de les démontrer (ou tout du moins de les démontrer immédiatement). Il s'agit alors de croyances collectives.

Dans les sociétés démocratiques les croyances collectives sont remplacées par l'opinion publique qui correspond aux croyances majoritaires acceptées sans discussion, par conformisme.

L'opinion publique exerce une forme de contrainte sociale sur le jugement des individus.

Un régime politique démocratique repose sur l'existence de plusieurs idées ou opinions qui sont portées par des groupes en concurrence. La croyance en l'opinion publique créée par la démocratie sociale sape le fondement même de la démocratie politique.

- **La tyrannie de la majorité.**

L'égalisation des conditions, en nivelant les opinions individuelles, incite à hiérarchiser les idées et les opinions par le nombre d'individus qui les soutiennent. Le risque encouru par une démocratie est alors de toujours considérer l'opinion majoritaire comme la bonne.

« Il ne leur paraît pas vraisemblable qu'ayant tous des lumières pareilles, la vérité ne se rencontre pas du côté du plus grand nombre ». A. Tocqueville

Si la majorité a toujours raison alors il n'y a pas de raison de laisser (durablement) s'exprimer une opinion minoritaire.

La **tyrannie de la majorité** correspond à cette tendance qu'à la majorité dans les sociétés démocratiques à imposer ses idées et ses façons de voir les choses aux individus qui risquent du coup de renoncer à exercer leur liberté d'opinion ou de penser. L'oppression des opinions minoritaires remet en cause le principe même de la démocratie politique.

La **tyrannie de la majorité** conduit les citoyens au conformisme (des idées, des manières de penser, de faire ou de vivre...).

Pour Tocqueville, dans un régime politique démocratique, l'opinion minoritaire doit pouvoir s'exprimer de façon à rallier ceux qui soutiennent l'opinion majoritaire.

La démocratie politique suppose donc la liberté d'opinion sans contrainte (de l'opinion publique), l'existence de corps intermédiaires entre les citoyens et l'État comme les associations et les syndicats, l'autonomie des communes et l'élection de représentants issus de la masse des citoyens. Il faut surtout que les citoyens se réintéressent aux affaires publiques et assurent des fonctions politiques.

B. Les prolongements contemporains.

1. Participation politique et montée de l'abstentionnisme.

- **Évolution de l'abstention aux élections sous la Vème République.**

Il semble que l'on assiste au fil des ans à un déclin du civisme et de la participation politique conventionnelle (inscription sur les listes électorales, vote, militantisme, participation aux réunions électorales, présentation aux élections...).

- **L'abstention électorale : entre scepticisme et indifférence.**

La montée de l'abstention peut s'analyser comme un affaiblissement du sens du devoir électoral et du sens des élections. Le vote n'intervient que si l'intérêt de l'élection et son utilité sont perçus. Elle pourrait également s'expliquer par la montée de l'individualisme, une méfiance de plus en plus grande à l'égard du monde politique, au désenchantement des électeurs devant l'impuissance des élus à régler leurs problèmes particuliers et par la multiplication des affaires touchant le personnel politique.

Il est enfin possible de parler d'une crise de la représentation politique, car les citoyens ont de plus en plus de mal à se reconnaître dans les partis politiques, ce qui explique la plus grande volatilité des votes.

2. Opinion publique et démocratie.

- « L'opinion publique n'existe pas » : l'analyse de Pierre Bourdieu.

P. Bourdieu dénonce les sondages qui tentent de mesurer l'opinion publique **et non ceux qui tentent de prévoir les résultats des élections.**

(Opinion publique : ensemble de jugements partagés par une grande partie de la population (des membres de la société).

Les trois postulats sont :

- 1) tout le monde peut avoir une opinion ;
- 2) toutes les opinions se valent ;
- 3) il y a un consensus sur les questions qui méritent d'être posées.

Reprenons chacun des trois postulats :

- 1) la question du sentiment de compétence (cf. doc. 10, pp. 86-87) se pose ;
- 2) les opinions des groupes de pression, des leaders de mouvement sociaux ou d'individus socialement proches du pouvoir ont plus de chance de modifier l'action du gouvernement ;
- 3) en fonction de sa position sociale, tout le monde ne se pose pas les mêmes questions de la même façon.

- L'opinion publique n'est qu'un artefact selon Pierre Bourdieu.

Dans la critique de P. Bourdieu, c'est l'idée de mesurer une opinion publique qui est en cause. L'opinion mesurée n'existe que parce que les sondeurs ont réalisé un sondage. Elle ne lui pré-existait pas en réalité.

C'est en définitive le fait de leur poser la question qui amène les enquêtés d'un sondage d'opinion à formuler une opinion sur une question qu'ils ne se posaient pas nécessairement ou sur laquelle ils n'avaient pas d'opinion tranchée.

Seuls les individus auxquels les sondeurs ont posé leur question ont eu à formuler une opinion. Les résultats du sondage ne sont donc pas représentatifs des opinions dans la population puisque chacun n'a pas nécessairement d'opinion. C'est d'ailleurs souvent en apprenant les résultats d'un sondage dans les médias qu'on est amené à formuler sa propre opinion, qui risque alors d'être influencée par le résultat du sondage.

- Les sondages : démocratie directe ou tyrannie médiatique ?

La pratique des sondages tend à modifier le jeu politique. C'est le journaliste qui, à travers les sondages d'opinion, peut se présenter comme dépositaire de la volonté populaire à laquelle l'homme politique ne peut que difficilement s'opposer.

L'individu en démocratie est susceptible d'être influencé voire manipulé par les mass médias. Cela corrobore les craintes de Tocqueville : l'individu en démocratie se départit de ses idéaux et se laisse emporter par le mouvement d'uniformisation des comportements.

Pourtant, dans les sociétés modernes, la diversité semble l'emporter sur le conformisme.

La volonté de différenciation ou de distinction (selon Pierre Bourdieu) demeure encore bien ancrée dans les comportements.

En fait, il y a un double mouvement : à la fois conformisme (« uniformisation des comportements ») à l'intérieur des groupes sociaux, et différenciation (« volonté de distinction ») vis à vis des membres des autres groupes sociaux.

3. Les problèmes de la représentation politique.

- **Confiance institutionnelle et défiance politique.**

Les citoyens ont confiance dans les institutions, mais se sentent mal représentés. Le rejet du personnel politique n'implique pas un rejet de la démocratie. Les citoyens ne sont pas pour autant prêts à s'investir dans la vie politique. Ils préfèrent se retirer dans la sphère privée (famille et amis) que de s'investir dans la vie publique.

- **La professionnalisation de la représentation politique.**

Le mandat des hommes politiques leur procure un certain nombre d'avantages. Leur objectif est de conserver leur mandat voire de concourir pour un mandat considéré comme supérieur.

Les partis sont devenus de grandes organisations bureaucratiques dotées de leur propre logique et de leurs propres intérêts. En raison de la bureaucratisation de leur système, les partis tendent à ne plus représenter les citoyens mais uniquement eux-mêmes.